

N°16 NOTE DE POLITIQUE

NOTE DE SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DU SONDAGE CITOYEN EN HAÏTI 2021¹

Auteur: David Bardey²

Résumé

Un sondage élaboré par l'Université d'État d'Haïti portant sur un échantillon de 1772 personnes durant l'été 2021 constitue la première analyse d'une série d'études qui seront l'objet d'une publication dans le contexte du Projet Cadre National Intégré pour le Financement du Développement Durable d'Haïti. Les résultats de ce sondage révèlent un grand pessimisme de la part des Haïtiens quant à l'évolution économique du pays et de la qualité des institutions en général, notamment pour tout ce qui relève des fonctions régaliennes. Cette situation explique sans doute l'appétence d'une partie de la population pour l'émigration, ce qui rend le pays encore plus dépendant aux transferts reçus par la diaspora. Malgré ce sombre panorama, ce sondage tend à révéler que les Haïtiens semblent encore être attachés aux processus électoraux, ce qui peut indiquer que la sortie de crise, tant politique qu'économique, doit être démocratique.

Les principaux messages

- » Grand pessimisme de la population Haïtienne par rapport à l'évolution de la situation politique et économique.
- » Les Haïtiens sont très sceptiques du fonctionnement de l'État Haïtien pour assurer ses missions régaliennes.
- » Cela génère une appétence pour émigrer, ce qui peut compliquer le développement économique du pays.
- » Les Haïtiens restent, malgré tout, attachés la vie démocratique de leur pays.

Contexte

Des chercheurs de la Faculté de Droit et des Sciences Économiques de l'Université d'État d'Haïti ont effectué un sondage d'opinion réalisé du 2 au 22 août 2021 dans tous les Départements et communes du pays sur un échantillon de 1772 répondants âgés de plus de 18 ans. Ce sondage constitue la première analyse d'une série d'études qui seront l'objet d'une publication dans le contexte du Projet Cadre National Intégré pour le Financement du Développement Durable d'Haïti. L'objectif de ce sondage est de recueillir les opinions des Haïtiens à propos de la situation des Objectifs de Développement Durable (ODD) dans leur pays, sur leurs perceptions de la situation politique et économique. Enfin, ce sondage recueille également les préoccupations des Haïtiens vis-à-vis de différents défis qu'ils affrontent actuellement.

Les résultats de ce sondage révèlent que plus de la moitié des Haïtiens ont déjà écouté parler des ODD. Par ailleurs, la perception des Haïtiens quant à la situation économique et politique du pays est très pessimiste, avec notamment le sentiment d'avoir un État incapable de remplir ses missions régaliennes et gangréné par les problèmes de corruption, et ce un peu près à tous les niveaux.

Dans cette note de synthèse, dont l'objectif est de résumer le document qui présente les résultats de ce sondage, on rappelle le contexte socio-économique dans lequel le sondage fut réalisé. Ensuite on montre de façon succincte les principales caractéristiques de celle-ci.



¹ Réalisé par l'Université D'État D'Haïti (Faculté de Droit et des Sciences Économiques - Laboratoire de Sciences Économiques et Juridiques).

² Professeur à la Faculté d'Économie de l'Université de Los Andes (Bogota, Colombie) et chercheur associé à Toulouse Scholl of Economics (France).

1. Contexte

- » Désastres naturels, plusieurs années de récession et insécurité.
- » Hausse des prix du pétrole (affaire Petro Caribe) qui a conduit à des manifestations et une crise politique (pays lok).
- » Paralysie du système productif du pays qui a provoqué une baisse de la production, notamment dans le secteur agricole, ce qui a, à son tour, généré une hausse des prix des denrées alimentaires.
- » À tout cela est venu s'ajouter la pandémie du COVID-19.
- » Finalement, il y a eu l'assassinat du président de la République, auquel s'est ajouté un tremblement de terre, suivi d'un cyclone.

2. Méthodologie de l'enquête

- » Le sondage a porté sur un échantillon représentatif de la population haïtienne.
- » La taille de l'échantillon est de 1772.
- » 10 Départements et des 140 communes d'Haïti couvrant les régions urbaines et rurales.
- » Aléatorisations entre des personnes âgées de plus de 18 ans.
- » Enquête par téléphone : une personne sur sept a répondu ou a voulu répondre correctement aux questions posées.

Contraintes : COVID-19 et conditions sécuritaires.

3. Résultats de l'enquête

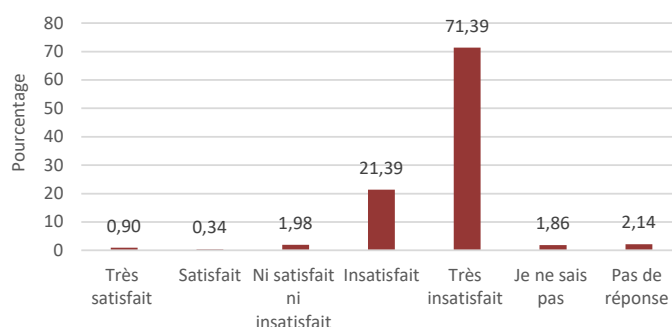
Dans cette note de synthèse, on a procédé à certains regroupements thématiques afin de présenter de façon plus succincte certains des résultats obtenus lors de l'enquête. Dans une première section, on aborde les aspects politiques qui ont été traités par ce sondage. Dans une deuxième section, on présente l'ensemble des résultats qui décrivent les questions économiques, suivies par le sujet lié aux transferts envoyés par la diaspora qui parviennent aux Haïtiens, auquel on a regroupé les questions qui abordent la volonté des Haïtiens d'émigrer. La quatrième section aborde les questions qui portent sur les sujets environnementaux, tandis que différents sujets conjoncturels sont regroupés dans la cinquième section. Enfin, dans une sixième section, on présente les résultats obtenus par ce sondage à propos des questions culturelles et de discrimination sexuelle.

Avant d'initier cette présentation, par souci de transparence, on tient à souligner qu'on a sélectionné plusieurs tableaux et graphiques de l'enquête qui on semble les plus pertinents. En dépit des regroupements qu'on a opérés, comme ceux-ci proviennent exclusivement cette enquête.

3.1. Aspects politiques

Les personnes sondées montrent un degré de défiance vis-à-vis des différentes institutions du pays et un niveau d'insatisfaction de la situation politique très préoccupant.

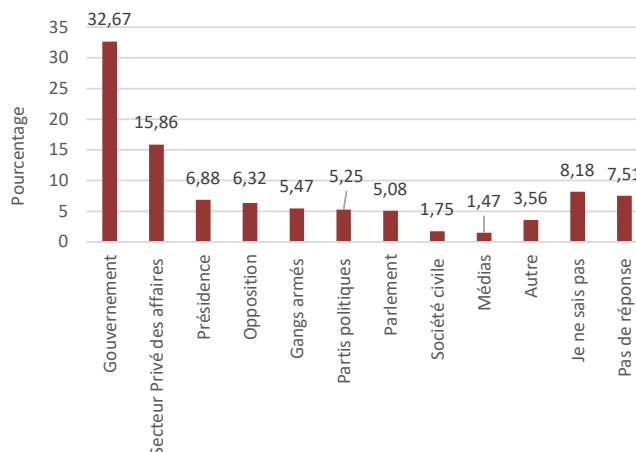
Graphique 1. Niveau d'insatisfaction des sondés par rapport à l'évolution actuelle de la situation politique (en pourcentage au niveau national)



Source : Sondage MPCE/PNUD/UEH, août 2021.

Peu de différences entre les régions du pays sont à constater. Le gouvernement semble porter la plus grande responsabilité de la situation politique aux yeux des Haïtiens, suivi du secteur privé, la Présidence de la République n'arrivant qu'en troisième position. Par ailleurs, quasiment toutes les institutions qui dépendent de l'État sont jugées très peu performantes, que ce soient les institutions clés ou les services publics de façon générale. Les statistiques sont à peu près identiques pour le rôle de la société civile et les communautés territoriales.

Graphique 2. Niveau d'influence des institutions/organisations sur la situation politique actuelle en Haïti selon les sondés (en pourcentage)



Source : Sondage MPCE/PNUD/UEH, août 2021.

La disponibilité des sondés à manifester est relativement élevée, partout supérieure à 50 % sauf dans la région de la Grande Anse. Cette disposition à manifester est également plus élevée en milieu urbain (53,0 %) qu'en milieu rural (39,2 %). Il y a également une différence assez importante selon le sexe, les hommes étant plus enclins à participer à des manifestations.

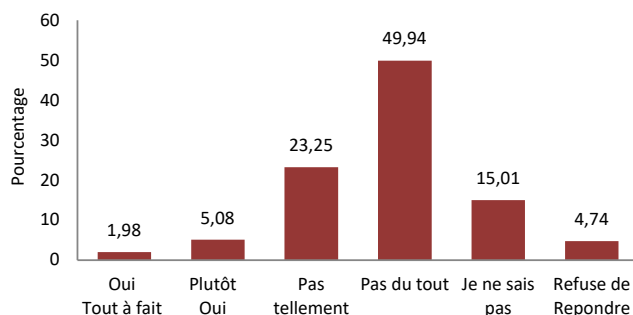
Tableau 1. Disponibilité des sondés à participer à des manifestations par rapport à la situation actuelle du pays (en pourcentage)

	Oui	Non	Refuse de répondre	Total
Artibonite	56,9	39,3	3,8	100,0
Ouest	57,8	28,3	13,9	100,0
Nord-Ouest	56,4	36,5	7,1	100,0
Grande Anse	40,5	48,7	10,8	100,0
Nord	73,0	22,7	4,3	100,0
Centre	50,4	43,2	6,4	100,0
Nord Est	55,6	39,7	4,8	100,0
Nippes	58,3	36,7	5,0	100,0
Sud	56,0	41,3	2,7	100,0
Sud Est	50,9	36,6	12,5	100,0
Total	57,1	34,0	8,9	100,0

Source : Sondage MPCE/PNUD/UEH, août 2021.

Concernant la santé de la vie démocratique, là encore les Haïtiens font preuve de pessimisme. Non seulement ils pensent majoritairement que les élections ne sont pas démocratiques, mais ils n'ont pas confiance dans la capacité du parlement à exercer un contre-pouvoir au Gouvernement.

Graphique 3. Opinion des sondés sur le caractère démocratique des élections et de leur conformité aux normes internationales (en pourcentage au niveau national)



Source : Sondage MPCE/PNUD/UEH, août 2021.

En revanche, les opinions semblent plus équilibrées concernant la capacité des médias pour exercer un contre-pouvoir. Les Haïtiens semblent percevoir en majorité que les médias bénéficient d'une relative liberté d'expression.

Toujours par rapport à la vie politique du pays, plus de 60 % des sondés considèrent que la Constitution Haïtienne n'est pas démocratique, et enfin, moins de 6 % voient d'une façon positive le processus démocratique au sein du pays. Le seul point positif est que malgré cette défiance vis-à-vis de la classe politique et des institutions, plus de la moitié des personnes sondées indique de vouloir voter lors des prochaines échéances électorales.

Tableau 2. Disposition des sondés à voter à l'avenir par Département (en pourcentage)

	Oui	Non	Peut-être	Refuse de répondre	Total
Artibonite	56,2	13,1	29,1	1,6	100
Ouest	44,6	13,2	33,4	8,8	100
Nord-Ouest	69,8	7,1	21,4	1,6	100
Grande Anse	56,8	16,2	16,2	10,8	100
Nord	65,6	11,7	21,5	1,2	100
Centre	64,0	12,8	18,4	4,8	100
Nord Est	61,9	3,2	31,7	3,2	100
Nippes	66,7	5,0	20,0	8,3	100
Sud	69,3	10,7	17,3	2,7	100
Sud Est	52,7	8,9	29,5	8,9	100
Total	100	100	100	100	100

Source : Sondage MPCE/PNUD/UEH, août 2021.

Concernant la situation sécuritaire, les Haïtiens sont quasiment unanimes pour affirmer qu'elle est très mauvaise, et cette perception ne varie pas beaucoup entre les différentes régions du pays, ou entre zones rurales et zones urbaines. Néanmoins, les différents types de menace tendent à différer sur les zones géographiques, comme il est possible de le constater dans le tableau suivant. Il ne semble pas y avoir de grandes différences de perception entre les sexes vis-à-vis des problèmes de sécurité et des différents types d'activités criminelles. Enfin, moins de 18 % des personnes sondées voient une possibilité que l'insécurité diminue au cours des 12 prochains mois.

Tableau 3. Les différents types de menaces perçues par les sondés selon les Départements (en pourcentage)

	Artibonite	Ouest	Nord-Ouest	Grande Anse	Nord	Centre	Nord Est	Nippes	Sud	Sud Est	National
Crime organisé / Gangs armés	30,4	34,9	23,0	21,6	16,0	19,2	15,9	16,7	21,3	8,0	26,3
Enlèvements	24,3	25,7	26,2	27,0	21,5	16,0	22,2	20,0	18,7	16,1	23,3
Meurtres	13,4	15,9	19,8	13,5	16,6	23,2	14,3	20,0	8,0	29,5	16,8
Vols à main armée	15,7	8,3	19,0	13,5	13,5	9,6	20,6	15,0	14,7	9,8	12,2
Possession d'armes	0,3	4,7	0,0	6,8	8,6	5,6	1,6	1,7	5,3	1,8	3,7
Pauvreté	3,2	0,5	4,0	6,8	8,0	3,2	4,8	1,7	5,3	1,8	2,8
Catastrophes Naturelles	2,2	0,6	3,2	2,7	1,8	1,6	3,2	8,3	2,7	6,3	2,1
Viols	1,6	1,7	3,2	1,4	0,6	1,6	3,2	3,3	0,0	0,9	1,6
Vols	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	4,5	0,5
Accidents de la circulation	1,0	0,3	0,0	1,4	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	0,0	0,4
Violence sexiste	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	3,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Traite des êtres humains	0,0	0,2	0,8	1,4	0,0	0,8	1,6	0,0	0,0	0,0	0,3
Maladies infectieuses	0,6	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	0,2
Pollution de l'environnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,2	1,7	1,3	0,0	0,2
Crimes haineux	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Drogues	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,6	0,0	0,0	0,9	0,1
Accidents domestiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Autre	1,3	1,7	0,0	0,0	6,7	1,6	4,8	5,0	4,0	2,7	2,3
Je ne sais pas	1,6	1,4	0,0	0,0	3,7	4,0	0,0	1,7	10,7	8,0	2,4
Pas de réponse	3,5	3,8	0,8	4,1	3,1	8,0	3,2	5,0	6,7	8,9	4,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Sondage MPCE/PNUD/UEH, août 2021.

Ce sentiment d'insécurité s'explique notamment par la perception négative de la population vis-à-vis des différents acteurs du système judiciaire qui ne permettent pas de résoudre les problèmes d'ordre dans le pays. Approximativement 80 % des Haïtiens ne font pas confiance dans les autorités judiciaires pour rendre une décision sans parti pris. Les juges ne sont pas les seuls à pâtir d'une perception négative, celle-ci s'étendant à l'ensemble des acteurs. La défiance des Haïtiens vis-à-vis de la police semble très importante, avec plus de 40 % qui qualifie la relation de la police comme mauvaise et plus de 21 % comme inexistante. Ceci s'explique entre autres par le fait que plus de 50 % des personnes sondées jugent les instances judiciaires comme corrompues. Cette perception vis-à-vis de la corruption va au-delà des instances judiciaires et s'étend aux autres institutions publiques, mais aussi le Parlement. Les instances douanières sont une autre institution qui semble concentrer cette perception négative des problèmes de corruption, comme on peut le voir dans le graphique ci-dessous.

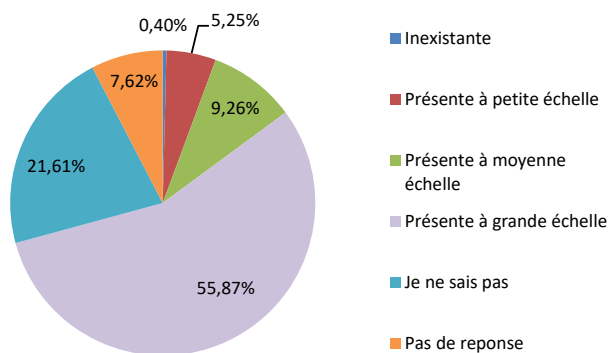
Tableau 4. Opinion des sondés sur la performance des acteurs clés œuvrant dans le secteur de la justice au niveau national (en pourcentage)

	Les Juges	La police	Les avocats	Les notaires	Les greffiers	Les commissaires du gouv.
Très satisfait	0,6	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5
Satisfait	2,9	4,6	4,5	5,6	5,0	2,5
Ni satisfait ni insatisfait	6,3	7,7	8,6	8,0	9,2	5,2
Insatisfait	22,3	26,0	24,8	22,7	23,4	23,4
Très insatisfait	40,9	36,1	33,9	33,0	31,2	39,3
N/A	9,3	9,1	9,4	9,6	9,9	9,7
Je ne sais pas	12,7	11,5	13,3	15,4	15,4	13,9
Refuse de répondre	5,0	4,6	5,1	5,3	5,6	5,6

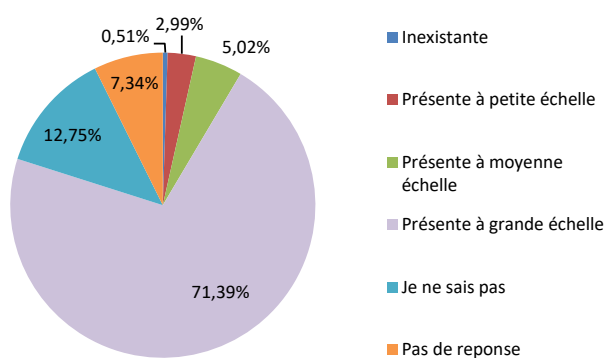
Source : Sondage MPCE/PNUD/UEH, août 2021.

Graphique 4. Opinion des sondés sur le niveau de corruption existant l'Autorité Aéroportuaire Nationale (AAN), la Douane, et la Direction Générale des Impôts (DGI) (en pourcentage au niveau national)

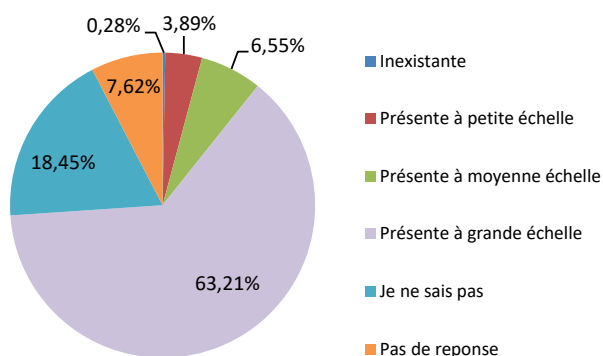
Autorité Aéroportuaire Nationale (AAN)



Douanes



Direction Générale des Impôts (DGI)



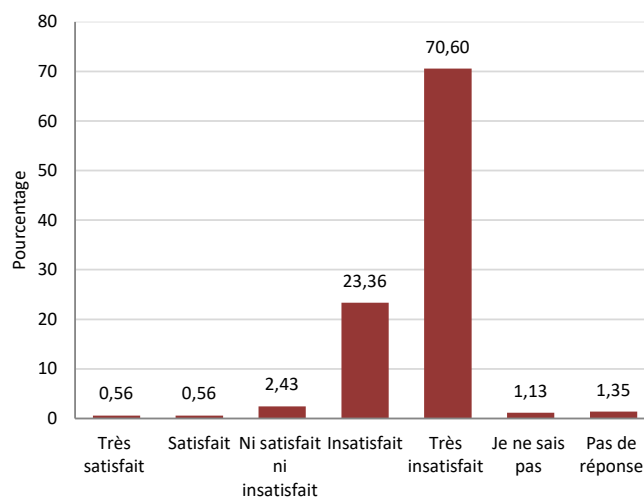
Source : Sondage MPCE/PNUD/UEH, août 2021.

Enfin, l'enquête réalisée montre que les institutions publiques n'ont pas le monopole de cette perception négative associée aux problèmes de corruption, ceux-ci étant également perçus au niveau de la société civile et des banques.

3.2 Situation économique

Comme l'illustre le graphique 5 de ce sondage, une très grande majorité de sondés, soit 93,9 %, sont insatisfaits ou très insatisfaits de l'évolution de la situation économique du pays.

Graphique 5. Niveau de satisfaction des sondés sur l'évolution de la situation économique du pays (en pourcentage)



Source: Sondage MPCE/PNUD/UEH, août 2021.

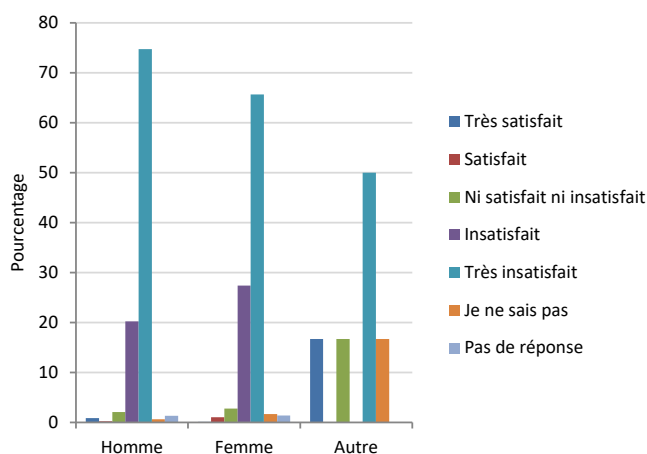
De plus, dans aucune des régions du pays, les niveaux de satisfaction de la situation économique ne dépassent pas les 3 %, ce qui montre une grande homogénéité de cette perception négative. La différence entre zones urbaines et rurales est faible, alors qu'il existe une différence plus marquée entre hommes et femmes, comme on peut le visualiser avec le graphique exposé ci-dessous.

Tableau 5. Niveau de satisfaction des sondés avec l'évolution de la situation économique du pays par Département (en pourcentage)

	Artibonite	Ouest	Nord-Ouest	Grande Anse	Nord	Centre	Nord-Est	Nippes	Sud	Sud-Est	National
Très satisfait	1,0	0,6	0,8	0,0	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
Satisfait	1,0	0,0	0,8	1,4	0,0	2,4	1,6	0,0	1,3	0,0	0,6
Ni satisfait ni insatisfait	2,6	2,1	0,8	1,4	0,6	5,6	1,6	1,7	4,0	5,4	2,4
Insatisfait	22,0	19,7	38,9	31,1	12,9	28,0	39,7	23,3	25,3	25,9	23,4
Très insatisfait	73,2	74,6	55,6	60,8	82,2	60,8	55,6	73,3	68,0	66,1	70,6
Je ne sais pas	0,3	1,1	0,0	2,7	1,8	0,8	1,6	1,7	1,3	2,7	1,1
Pas de réponse	0,0	2,0	3,2	2,7	1,2	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Sondage MPCE/PNUD/UEH, août 2021.

Graphique 6. Niveau de satisfaction des sondés sur l'évolution de la situation économique du pays suivant leur sexe (en pourcentage au niveau national)



Source : Sondage MPCE/PNUD/UEH, août 2021.
Remarque: "Autre" représente 0,3 % de l'échantillon.

Dans la perception de la population haïtienne, le secteur privé est celui qui a la plus grande influence sur la situation économique (plus de 40 %), suivi du gouvernement (autour de 20 %) et des organisations internationales (11 %). Cette influence du secteur privé semble davantage perçue dans les zones urbaines que dans les zones rurales (50,3 % versus 35,9 %), alors que les zones rurales accordent une plus grande importance au rôle des organisations internationales que les zones urbaines (13,4 % versus 8,6 %).

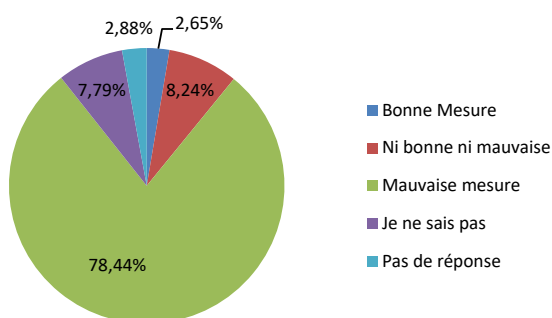
Associés à la situation économique viennent se greffer les problèmes d'inégalité d'accès. Plus précisément, 93,63 %

des hommes et 90,78 % des femmes jugent l'accès à l'alimentation inégal. Des ordres de grandeur similaire peuvent être signalés pour l'accès à l'emploi. Cette perception négative s'étend également aux inégalités causées par les problèmes d'accès au logement décent, à l'eau potable, à l'éducation, et au crédit.

3.3. Transferts de la diaspora, émigration et soutien financier provenant de membres de la famille vivante à l'étranger

La mesure prise par la Banque Centrale Haïtienne par rapport aux transferts reçus par la diaspora haïtienne est majoritairement perçue de façon négative, proche de 80 %, sans qu'il y ait une différence significative entre zones urbaines et rurales (voir graphique 6). À nouveau, il y a peu de différence entre les régions, même si toutefois cette perception négative est particulièrement dans la région du Sud (90 %). Ce résultat est sûrement à associer avec le fait que c'est précisément dans cette région du Sud qu'il y a le plus grand pourcentage des personnes sondées qui anticipent que le coût de la vie augmentera, alors que ces proportions sont moindres dans le reste du pays, notamment dans le Département du Nord Est, le Département de la Grande Anse, le Département du Nord-ouest. Pour finir, par rapport à la question du coût de la vie, il est à noter une différence relativement importante entre zones rurales et zones urbaines : 58,38 % des sondés en milieu urbain estiment que le coût de la vie va augmenter contre 49,42 % en milieu rural. Cependant, en milieu urbain, 4,83 % des sondés pensent que le coût de la vie va baisser, contre 8,59 % en milieu rural.

Graphique 7. Opinion des sondés sur les mesures prises par la Banque Centrale pour le paiement des transferts venus de l'étranger (en pourcentage au niveau national)



Source : Sondage MPCE/PNUD/UEH, août 2021.

Plus des deux tiers des Haïtiens souhaiteraient émigrer, notamment dû à la situation économique ainsi qu'aux problèmes d'insécurité, cette proportion ne variant pas trop entre les différentes classes d'âges interrogées, alors que les femmes se montrent un peu plus enclin à émigrer (autour de 70 %). Lorsqu'on prend en considération les Départements d'origine des sondés, le Nord-ouest avec 54,6 % et le Centre (53,0 %) sont les Départements qui accusent le plus fort pourcentage de sondés déclarant vouloir émigrer à cause de la situation économique défavorable de la famille.

Tableau 6. Opinion des sondés sur leur envie d'émigrer et de vivre à l'étranger selon leur sexe (en pourcentage)

Sexe	Homme	Femme	Autre	National
Oui	61,6	70,7	66,7	65,7
Non	18,9	7,8	16,7	13,9
Peut-être	15,4	16,9	0,0	16,0
Je ne sais pas	1,7	2,7	0,0	2,1
Pas de réponse	2,4	1,9	16,7	2,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Sondage MPCE/PNUD/UEH, août 2021.

Un peu près de la moitié des personnes sondées a déclaré recevoir de l'aide de la part de membres de leur famille vivant à l'étranger. Par ailleurs, cette proportion semble inégalement répartie à travers le pays, notamment avec trois Départements où ces proportions étant les plus élevées (Nord-Ouest (61,9 %), suivi du Nord (57,9 %), de l'Ouest (53,9 %)).

3.4. Environnement

Plus des trois-quarts des personnes sondées répondent ne pas avoir conscience des menaces de la dégradation de l'environnement sur la santé, et ce de façon relativement homogène entre les différentes régions du pays. Ces résultats semblent paradoxaux, car plus de 80 % des personnes sondées déclarent, par ailleurs, que l'environnement est important dans la détermination de la qualité de vie. Le 86 % des personnes perçoit que la qualité de l'environnement est mauvaise dans le pays. Le tableau ci-dessous détaille cette perception dans différentes dimensions.

Tableau 7. Niveau de préoccupation des sondés des impacts potentiels sur l'environnement (en pourcentage au niveau national)

	Pas du tout inquiet	Inquiet	Très inquiet	Total
Diminution de la qualité de l'eau (par une augmentation de la pollution)	2,7	43,3	54,0	100,0
Déforestation (coupe des arbres pour les pertes de sources de revenu)	2,3	37,7	60,0	100,0
Déforestation (en mettant en cultures de nouvelles terres pour compenser des pertes de revenus)	3,0	39,4	57,5	100,0
Perte de biodiversité en utilisant plus d'engrais chimiques dans l'exploitation des parcelles	6,7	42,2	51,1	100,0
Perte de biodiversité en utilisant plus de produits chimiques dans la lutte contre les maladies des cultures	6,9	43,1	50,0	100,0
Perte des terres réservées à des fins de pâturage	5,2	45,8	49,0	100,0
Impact de la COVID sur l'environnement en général	10,2	40,9	48,9	100,0

Source : Sondage MPCE/PNUD/UEH, août 2021.

La conséquence de cette perception est sans doute que plus de 60 % des personnes sondées se sentent vulnérable par rapport aux problèmes environnementaux et aux possibles catastrophes naturelles.

3.5. Autres problèmes conjoncturels

Un peu moins de la moitié des personnes sondées redoute une nouvelle vague de la pandémie de COVID-19, avec des différences plutôt importantes selon les régions des personnes, comme le montre le tableau ci-dessous. Cette préoccupation est également plus importante en zone rurale qu'en zone urbaine.

Tableau 8. Opinion des sondés sur l'éventualité d'une nouvelle vague de la pandémie du COVID-19, suivant les Départements (en pourcentage)

Departements	Oui	Non	Peut être	Je ne sais pas	Pas de réponse	Total
Artibonite	56,9	7,0	20,1	12,5	3,5	100,0
Ouest	23,6	31,2	29,8	11,3	4,1	100,0
Nord-Ouest	54,8	13,5	12,7	18,3	0,8	100,0
Grande Anse	50,0	9,5	17,6	21,6	1,4	100,0
Nord	66,3	12,3	11,0	8,6	1,8	100,0
Centre	65,6	12,8	10,4	8,0	3,2	100,0
Nord-Est	52,4	14,3	12,7	19,0	1,6	100,0
Nippes	55,0	8,3	11,7	23,3	1,7	100,0
Sud	73,3	16,0	6,7	4,0	0,0	100,0
Sud-Est	50,0	14,3	19,6	15,2	0,9	100,0
National	45,5	18,6	20,4	12,6	2,8	100,0

Source : Sondage MPCE/PNUD/UEH, août 2021.

Par rapport à l'approvisionnement en électricité, seule une minorité des personnes sondées (12,1 %) pense que la situation va s'améliorer.

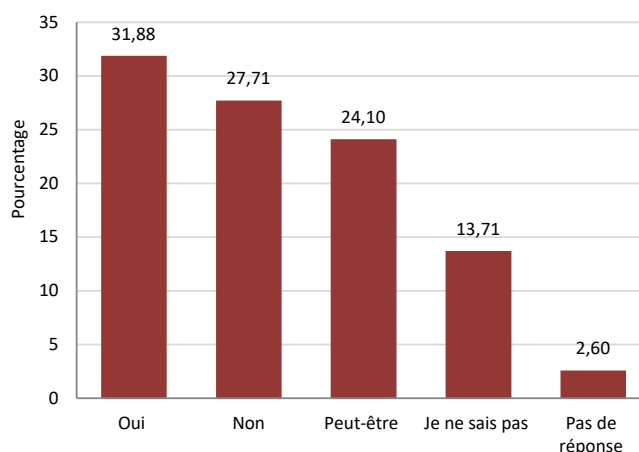
3.6. Discriminations sexuelles et valeurs culturelles

À la question de savoir si les sondés ont été victimes de discrimination en raison de leur sexe, les données révèlent que 37,6 % de femmes et 6,7 % d'hommes en ont été victimes. Les personnes neutres interrogées affirment toutes qu'elles ont été victimes de discrimination en raison de leur identité sexuelle. Pour un peu moins de 50 % des personnes sondées, ces discriminations semblent provenir de la société elle-même.

Au niveau des valeurs culturelles, les résultats sont assez équilibrés, les proportions de réponses positives et négatives oscillant toutes deux autour de 30 %. Toutefois,

il semble que la disparité régionale soit relativement importante à ce niveau-là. Cette question au niveau des valeurs culturelles traditionnelles et du développement de Haïti est certainement une qui donne des niveaux de réponse les plus équilibrés entre les personnes sondées.

Graphique 8. Opinion des sondés sur l'influence positive des valeurs culturelles traditionnelles sur le développement d'Haïti (en pourcentage au niveau national)



Source : Sondage MPCE/PNUD/UEH, août 2021.

Conclusion

Ce sondage élaboré par les chercheurs de l'Université d'État d'Haïti révèle un grand pessimisme de la part des Haïtiens quant à l'évolution économique du pays, ce qui génère une appétence pour l'émigration très importante, et par conséquent une grande dépendance du pays aux transferts reçus par la diaspora. Cette perception très négative de la situation économique est imputable à différents acteurs, pas seulement l'État Haïtien, ce qui rend encore plus compliquée une sortie de crise, car les problèmes perçus par les Haïtiens semblent s'inscrire dans des cercles vicieux compliqués de rompre. La perception des personnes sondées n'est pas meilleure à propos de la situation politique du pays, son évolution, ainsi que la vie démocratique en général. Toutefois, malgré ce panorama très négatif, et en dépit des bas niveaux de participation aux élections dans de nombreux pays démocratique de par le monde, il est intéressant de souligner que les Haïtiens semblent encore être attaché aux processus électoraux, ce qui peut indiquer que la sortie de crise, tant politique qu'économique, doit être démocratique.



www.undp.org/latin-america



twitter.com/PNUDLAC



www.facebook.com/pnudlac



www.instagram.com/pnudlac



www.linkedin.com/company/pnudlac



www.youtube.com/PNUDLAC